

ASIES EN LUTTE!



Bulletin du groupe de travail Asie du NPA- Numéro 2 – Octobre-Novembre 2009

EDITORIAL

Le 1^{er} octobre 2009 marquait les 60 ans de la révolution chinoise. Bien que l'évènement soit d'une grande importance, les commémorations organisées par le Parti Communiste à Pékin se sont déroulées à huis clos et toute manifestation pour marquer l'évènement fut interdite en province. Les autorités ont justifié leurs décisions en invoquant les risques d'attentats que pourraient organiser des activistes ouïgours ou tibétains. Mais bien plus probablement, les bureaucrates du PCC redoutent la réaction sociale des millions de travailleurs, du public comme du privé, urbains ou migrants qui entrent en résistance pour ne pas faire les frais de la crise. Depuis 2007, 41 millions de postes dans l'industrie ont été détruits. Encouragés par l'entrée en vigueur de la loi sur les contrats de travail en janvier 2008, les conflits sociaux se sont succédés. Selon le Vice président de la Cour Suprême, Shen Deyong, les actions de justice intentées contre les patrons ont vu une hausse de 95% rien que pour l'année 2008. Mais les conflits ne se sont pas limités à la sphère judiciaire. Les luttes spontanées se sont multipliées. Poussés par les millions de licenciements et une élévation sensible du chômage, les travailleurs des entreprises publiques et privées mais aussi les

enseignants, les chauffeurs de taxi, pour ne citer qu'eux, ont organisé des grèves, bloqué des rues, occupé des bureaux, des écoles et des usines. Ils ont aussi contraints les directeurs d'usines à négocier.

Soixante ans après l'entrée triomphale sur la place Tiananmen de Mao Zedong à la tête de l'Armée Populaire de Libération, les travailleurs chinois relèvent à nouveau la tête. C'est le cauchemar des bureaucrates du PCC et du gouvernement, qui craignent par dessus tout que les conflits sociaux ne se transforment en une contestation politique ouverte et organisée de leur pouvoir.

L'équipe d'Asie en Lutte a décidé de marquer cet évènement à sa manière, en consacrant un numéro spécial à la Chine.

SOMMAIRE

Il y a 60 ans... la République Populaire de Chine

Pierre Rousset

Les conditions de la résistance ouvrière en Chine et

Le nationalisme chinois et la nouvelle gauche – *Au Loong Yu*

Xinjiang : Droits humains et droits des minorités sacrifiés

Danielle Sabai

IL Y A 60 ANS... LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Pierre Rousset

La proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949 à Pékin, a constitué l'un des événements majeurs du XXe siècle. Si la révolution avait échoué en 1937-1945, face aux forces d'occupation japonaises, le cours de la guerre mondiale en Orient en aurait peut-être été modifié. Si, en 1945-1947, elle avait échoué face aux armées contre-révolutionnaires du Guomindang, le pays serait probablement passé sous la coupe de l'impérialisme étatsunien. La face du monde en aurait été changée.

La victoire de la révolution chinoise a fait du plus grand pays du monde (par la population) un acteur indépendant dans l'arène internationale. Ce n'est pas rien ! Mais elle a aussi, et à plus d'une reprise, posé des questions *nouvelles* aux marxistes par ses succès et ses échecs (tous deux retentissants) – et ce, du fait, notamment, de sa longévité. Le bouillonnement révolutionnaire a commencé dès 1919 avec le Mouvement du 4 Mai et ne s'est terminé que cinquante ans plus tard dans le chaos de la Révolution culturelle. Par-delà ses hauts et ses bas, c'est l'un des processus révolutionnaires les plus longs du monde, avec la révolution vietnamienne. Il enchaîne des cycles successifs qui, chacun, offre son lot de surprises.

L'Octobre russe de 1917 avait déjà été une surprise pour la plupart des marxistes qui pensaient que la révolution mondiale ne pouvait débuter qu'en Europe occidentale. La victoire des bolcheviks a ouvert un cycle de luttes révolutionnaires qui s'est rapidement

manifesté en Chine, soulevant des questions encore plus saisissantes pour l'époque : la modernisation d'un pays du « tiers-monde » (le terme est anachronique) peut-elle prendre des voies non capitalistes ? Comment le marxisme, issu de la pensée occidentale, peut-il être intégré à une culture orientale ?

Après la défaite, en Occident, de la révolution allemande (1923), le cycle révolutionnaire ouvert par l'Octobre russe se clôt en Orient avec, en 1927, l'écrasement de la Seconde Révolution chinoise (la première datant de 1911). Vu la responsabilité de Moscou dans la définition des orientations du Parti communiste chinois (PCC), cet échec sanglant a pour la première fois posé une question cruciale : quelles seraient les conséquences pour le mouvement communiste international de la bureaucratisation, de la stalinisation de l'Etat soviétique ? Elles s'annoncent très graves...



Une décennie plus tard en Extrême-Orient, l'invasion japonaise en Chine (1937) annonce la Seconde Guerre mondiale – de même qu'en Europe la Guerre civile espagnole. Elle inaugure un troisième cycle de luttes. Le courant dominant du mouvement communiste chinois est alors le maoïsme – encore une nouveauté. La résistance à l'occupation nippone est l'occasion d'enrichir l'expérience militante en de nombreux domaines, d'une conception très politique de

la guerre populaire jusqu'à l'organisation *directe* de la paysannerie par un parti communiste (ce que les marxistes russes n'avaient pas fait avant 1917).

历史

La défaite japonaise de 1945 laisse le champ libre à la guerre civile entre le PCC et le Guomindang. Puis l'Octobre chinois de 1949 ouvre, comme hier l'Octobre russe, un cycle international de luttes révolutionnaires qui ne s'achève qu'en 1975 avec la victoire vietnamienne, la libération des colonies portugaises et la chute de la dictature Salazar. Il engage aussi l'impérialisme dans la guerre de Corée (1950-1953) puis dans la guerre d'Indochine (1965-1975), aux frontières chinoises. Washington déploie un système contre-révolutionnaire mondial sans précédent.

Cependant, le maoïsme n'est pas la réplique du bolchevisme et la République populaire n'est la copie conforme de l'État soviétique ni dans sa version originelle ni dans sa caricature stalinienne. Une vraie révolution est en cours, avec un bouleversement radical de la structure de classe du pays. Le statut des femmes, des paysans, des ouvriers change. Mais le PCC garde un strict monopole du pouvoir politique.

Le sort de la RPC se joue en trois crises, de plus en plus intenses : les Cent Fleurs (1957), le Grand Bond en avant (1959) et la mal nommée Révolution culturelle (1966-1968) qui désintègre un temps le Parti communiste. Au bout de ces années tumultueuses, c'est la bureaucratie qui l'emporte, consolidant son pouvoir, alors que l'élan révolutionnaire s'épuise. Sur le plan international, les conflits interbureaucratiques (URRS-Chine) prennent un tour d'une très grande violence.

A partir des années 1980, le PCC engage la transition capitaliste, en alliance avec le capital chinois transnational établi à Taiwan et en bien d'autres contrées. On assiste à un bouleversement à rebours de la structure de

classe : ce qui avait été noué après 1949 est systématiquement défait. La contre-révolution bourgeoisie succède à la contre-révolution bureaucratique. La nouvelle bourgeoisie chinoise peut remercier Mao : c'est parce que la révolution chinoise a préservé le pays de la domination impérialiste qu'elle peut aujourd'hui occuper la place internationale qui est la sienne.

En 90 ans (1919-2009), la Chine en révolution et contre-révolution n'a cessé de nous confronter au neuf, à l'imprévu. Les 50 premières années, elle a contribué à enrichir la pensée stratégique, la réflexion sur les possibilités et les difficultés des combats d'émancipation, la compréhension des sociétés de transition. Ces trente dernières années, elle nourrit surtout l'analyse des voies de la reconstruction capitaliste ! En attendant qu'elle nous offre à nouveau des leçons révolutionnaires dans un avenir que l'on n'espère pas trop lointain...

LES CONDITIONS DE LA RESISTANCE OUVRIERE EN CHINE

Au Loong Yu

Cet article résume une partie d'un texte écrit par Au Loong Yu, un militant de longue date de la gauche radicale hong-kongaise.

UN SYNDICALISME INTEGRE AU POUVOIR

La confédération syndicale unique ACFTU est un élément important de l'appareil d'État, et une de ses missions est de monopoliser le droit à former un syndicat. Les syndicats ont notamment pour rôle de participer à la « planification familiale » en délivrant des

« autorisation de grossesse » aux travailleuses. Mais, du temps de Mao, ils avaient également la responsabilité d'attribuer des logements aux salariés et de régler leurs factures médicales. Ces avantages sociaux ont disparu avec le complet retour au capitalisme. Dans les anciennes entreprises d'État aujourd'hui privatisées, l'ACFTU a pratiquement perdu toute fonction dans l'affectation de prestations sociales à part l'organisation occasionnelle d'activités récréatives, alors que la partie répressive de ses activités demeure.

Actuellement, les représentants syndicaux sur le lieu de travail ont tendances à s'émanciper du contrôle des structures nationales et intermédiaires, mais uniquement pour devenir les instruments des nouveaux patrons. Dans les entreprises privées, les syndicats locaux n'ont qu'une existence fictive, et il est courant que des responsables syndicaux soient en même temps chefs du personnel. L'ACFTU, qui compte 193 millions de membres, n'organise jamais de grève contre l'État et les patrons, quelle que soit la façon dont les travailleurs sont traités.

En 2006, dans une entreprise à capitaux danois des travailleuses avaient réussi, suite à une grève, à fonder un syndicat et le faire reconnaître. Mais dans les deux ans qui suivirent, le patron a licencié 90 % de ces salarié(e)s, dont les représentants syndicaux, sans aucune réaction de l'ACFTU.

工廠

La répression étatique n'est pas la seule raison rendant difficile la naissance d'un mouvement ouvrier. Une des raisons fondamentales est la profonde division de la classe ouvrière en deux fractions : ceux travaillant dans les entreprises d'État, et ceux originaires des campagnes (mingong). La division entre eux est si profonde que, non seulement ils ne mènent pas de luttes communes, mais qu'ils ont très peu d'échanges et ne se marient pas entre eux. Certes, les travailleurs venus des campagnes n'ont pas connu l'effet

dévastateur des défaites subies par les travailleurs des entreprises d'État. Mais ils ne disposent pas d'une mémoire collective de classe. Ils sont en effet considérés administrativement comme des paysans n'ayant pas le droit de résider durablement en ville. Cette forme d' « apartheid social » leur rend difficile l'acquisition d'une identité de classe.



Travailleurs et travailleuses de Hailiang Storage Products à Shenzhen bloquent la rue le 19 décembre de 2007

Les ouvriers venus des campagnes ont néanmoins mené de nombreuses grèves spontanées contre leurs patrons et les autorités locales. Ces grèves ont souvent permis des victoires partielles. Mais ces luttes restent fragmentées et ne permettent pas d'obtenir une substantielle redistribution des richesses ou l'émergence d'une confiance en la résistance collective.

Ces luttes spontanées ont servi d'entraînement à des petits cercles de militants individuels à partir desquels des réseaux informels ou davantage structurés peuvent voir le jour. Il est nécessaire pour ces militants de combiner courage et prudence.

Ce genre de structuration élémentaire ne se limite pas au monde du travail. Dans la récente affaire du lait contaminé, les victimes se sont auto-organisées pour faire entendre leur voix, et les autorités locales n'ont pas osé les réprimer ou dissoudre les structures qu'ils avaient monté : toute attitude de ce genre aurait en effet conduit à une explosion sociale.

Quelques centres d'aide juridiques se sont mis en place dans le sud du pays, à l'initiative de militants locaux ou venus de Hong-Kong. Ils sont souvent déclarés comme société commerciale, car il est impossible d'obtenir le droit de fonder des organisations de travailleurs. Ces centres ont une existence fragile. Un de leurs militants a été gravement agressé à coups de couteau l'an dernier, après que son centre a été attaqué à plusieurs reprises.

Il existe également des « avocats aux pieds nus », qui sont souvent des autodidactes qui se sont formés au travers de longues procédures juridiques contre leurs patrons.

Généralement ces deux formes d'activités doivent faire face à l'hostilité des responsables régionaux de l'ACFTU, qui les voient comme de potentiels fauteurs de troubles et des concurrents.



La police antiémeute arrête une travailleuse dans une mobilisation de rue pendant la grève du 6-7 mars 2008 à Casio Electronics, Guangzhou

LE NATIONALISME CHINOIS ET LA NOUVELLE GAUCHE

Au Loong Yu

Texte abrégé d'un article beaucoup plus long « La Chine : Défi de globalisation, réponse nationaliste », paru Août 2006 et en ligne sur ESSF :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?>

LE NATIONALISME : UNE NOUVELLE BANNIERE POUR LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Il a fallu attendre le bombardement de l'Ambassade de Chine en Yougoslavie par l'armée américaine en mai 1999 et les manifestations anti-américaines massives qui s'ensuivirent, pour que le nationalisme fasse un retour effectif. Je définis ce phénomène sous l'appellation de « nouveau nationalisme chinois ». Ce nouveau nationalisme est une réaction à la fois de l'élite dirigeante et d'une importante partie des intellectuels aux problèmes internes et externes, qui ont accompagné le processus de réintégration dans le système capitaliste mondial. C'est aussi la justification de la modernisation de la Chine via l'État à parti unique. Le but final du nouveau nationalisme chinois est le rétablissement de la splendeur de l'ancien grand empire chinois. De cet objectif découle la propagande sur « l'éveil de la Chine ». Ce nouveau nationalisme ne contient rien que l'on puisse qualifier de progressiste.

Le Parti Communiste Chinois a besoin d'une nouvelle source de légitimité. Le remplacement de la vision d'un communisme

mondial avec la Chine dans le rôle dominant par le projet de construction d'une grande nation chinoise et de reconquête de la position dominante occupée jusqu'en 1840, semble plus plausible. De plus il est dans l'intérêt de l'État à parti unique de détourner le mécontentement populaire, tel qu'exprimé par le mouvement démocratique de 1989, contre des ennemis extérieurs. Le Parti communiste Chinois a donc entrepris de modifier sa position sur la question du nationalisme et, en pratique, a encouragé sa résurgence. En réalité, sous couvert de patriotisme, ses politiques à l'égard des minorités ethniques, de l'éducation publique et du programme culturel, ont toujours contenu une dose de nationalisme. Le Parti Communiste Chinois n'a cependant jamais assumé explicitement le nationalisme. Le changement de politique s'est initié dans les années 1980, quand il a graduellement opté pour une adhésion sans réserve au capitalisme mondialisé.

LE NEOLIBERALISME, LE NATIONALISME ET LA NOUVELLE GAUCHE

En 2003, les firmes étrangères représentaient 31 % de la totalité de la production industrielle chinoise alors que ce pourcentage ne dépassait pas 9,5 % en 1992. L'augmentation de la part de marché du capital étranger aux dépens des entreprises publiques et la pression énorme subie par ces entreprises dans le sens d'une restructuration radicale afin de maintenir leur compétitivité après l'entrée de la Chine dans l'OMC, entraînent le licenciement de plus de 40 millions de travailleurs. Agents de la mondialisation, les multinationales et l'OMC, étaient considérées par certains comme une « menace extérieure » sur la Chine.

Les néolibéraux ont tendance à penser que les plus grands ennemi de la Chine sont ses propres institutions désuètes, alors que la

mondialisation est l'incarnation du principal courant de modernisation et de la civilisation. L'éventuelle montée du nationalisme est donc exclusivement imputable aux institutions intérieures.

Entre temps, la Nouvelle Gauche avance des arguments opposés. Si quelque chose ne va pas bien en Chine, la faute est à la mondialisation et l'impérialisme. Quand des membres éminents de la Nouvelle Gauche attaquent le Parti Communiste Chinois c'est pour affirmer que celui-ci est trop modéré face aux challengers étrangers. Cette Nouvelle Gauche regroupe des partisans très différents les uns des autres. Ce qui les fédère principalement, c'est leur critique de la mondialisation, du marché, des privatisations et de la démocratie libérale. L'accord est moins évident entre eux sur les alternatives au discours libéral et néolibéral.

LA FUSION DE LA NOUVELLE GAUCHE ET DES NATIONALISTES

Nous comprenons bien que tous les participants chinois au débat n'ont pas la possibilité de parler librement dans un régime dominé par la censure. Cependant la vérité impose de dire que sous le même régime de censure, il existe des partisans de la Nouvelle Gauche, des maoïstes sincères ou des gauchistes engagés qui n'ont succombé ni au nationalisme ni à l'étatisme. Wang Hui, un intellectuel éminent de la Nouvelle Gauche, fait preuve de peu de nationalisme dans sa critique de la mondialisation. Son insistance sur le rôle actif du mouvement ouvrier dans les changements sociaux, est inhabituelle dans la Nouvelle Gauche. Kuang Xinnian, qui est considéré comme un maoïste, est à bien des égards resté fidèle à la position critique défendue à l'origine par le Parti Communiste Chinois sur le nationalisme et à certains égards il va même au-delà : « *Le nationalisme est une sorte d'idéologie bourgeoise. C'est par*

essence un genre de pensée utilisé pour supprimer la conscience de classe du prolétariat et l'idéologie socialiste. Une des causes importantes de l'effondrement de l'Union Soviétique est à chercher dans les limites du "socialisme dans un seul pays" qui a produit la dégénérescence idéologique d'une vision socialiste en un nationalisme et au final sa métamorphose en "social-impérialisme". Si la Chine adopte simplement le nationalisme comme une idéologie alternative, elle ne sera pas capable de résoudre l'antagonisme intérieur entre les classes sociales ni le conflit entre les États-nations. Au contraire, ce nationalisme ne fait que renforcer ces conflits. Ce serait une tragédie, non seulement pour la Chine mais également pour le reste du monde. ».

Pour conclure, il existe en Chine, des raisons d'espérer une réponse de plus en plus forte au néolibéralisme et à la mondialisation capitaliste dans les années à venir. Nous restons optimistes à ce sujet. Cependant, l'État à parti unique, avec l'aide des nationalistes, a dans une large mesure, modelé la réponse en un discours nationaliste et étatiste. Il va sans dire que la gauche a un rôle à jouer autre que de rester assise pour observer ce qui va se passer ensuite. La gauche doit de toute urgence faire une critique rigoureuse de la tradition étatiste et nationaliste, qui est profondément enracinée en Chine, et de l'État à parti unique. Notre vision d'une société juste ne peut pas intégrer d'éléments étatistes ou nationalistes, ni s'accommoder en une quelconque façon de l'État à parti unique. Si un autre monde est nécessaire, il doit placer les droits individuels, le pluralisme des partis politiques, la démocratie politique et économique et enfin l'internationalisme comme ses valeurs centrales.



XINJIANG : DROITS HUMAINS ET DROITS DES MINORITES SACRIFIES

Danielle Sabai

Les événements qui ont ensanglanté le 5 juillet 2009 et les jours qui ont suivi, Urumqi, capitale de la région autonome du Xinjiang dans le nord-ouest de la Chine, sont d'une ampleur « sans précédent » ces vingt dernières années. Leur importance a « forcé » le Président Hu Jintao à renoncer à assister au sommet du G8 pour rentrer en Chine. Sur place des renforts militaires ont été déployés pour assurer « la stabilité » de la région. Plusieurs mois après ce soulèvement du peuple Ouïgour, les forces de sécurité sont toujours très présents dans les rues d'Urumqi.

Côté face, un bilan officiel fait état d'au moins 197 morts, principalement des Hans, et plus d'un millier de blessés. Côté pile, des milliers de Ouïgours auraient été arrêtés et emprisonnés entre le 5 juillet et le 1^{er} octobre mais il est impossible de savoir combien sont morts, encore emprisonnés ou disparus. D'après l'organisation Human Rights Watch (HRW) au moins 43 Ouïgours dont des enfants sont portés disparus. S'appuyant sur des récits d'habitants d'Urumqi, HRW relate que les autorités ont encerclé des quartiers de la ville et arrêté tous les hommes portant des blessures.

Effrayé par le soulèvement des Ouïgours dans la province du Xinjiang qui fait suite à la mobilisation du peuple tibétain l'an passé et à

une vague sans précédent de mobilisations des travailleurs migrants et urbains, le gouvernement a promis une sévérité exemplaire à l'encontre « des émeutiers ». A la mi-octobre, le tribunal d'Urumqi a condamné à mort 6 des 21 premiers inculpés pour meurtres, incendies volontaires, vols et vandalisme. Puis un deuxième procès a confirmé l'extrême sévérité du tribunal avec 6 nouveaux condamnés à mort.

Ces événements rappellent les émeutes tibétaines de mars 2008. Leur origine réside dans les conflits intercommunautaires. Comme au Tibet, dans le Xinjiang, les Ouïgours (8,3 millions) habitants traditionnels de cette région de culture musulmane et turcophone, sont confrontés à la domination des Hans chinois d'installation plus récente.

Si les violences intercommunautaires s'aggravent ainsi au Xinjiang, c'est que les effets de la colonisation de peuplement Han en cours s'ajoutent aujourd'hui à l'oppression politique, culturelle et religieuse des Ouïgours. Alors qu'ils représentaient 95% de la population en 1949, les Ouïgours ne sont plus

aujourd'hui qu'environ 50% de la population. Les Hans sont maintenant majoritaires dans certains centres urbains, constituant par exemple 83% des habitants d'Urumqi.

Le développement capitaliste de la Chine a accéléré ce mouvement de colonisation « interne » d'une région riche en pétrole et en matières premières. Les Ouïgours sont les laissés pour compte de ce développement économique favorisé par les autorités de Pékin. Les inégalités sociales se creusent en conséquence.

Pour justifier sa politique répressive, Pékin invoque la menace « terroriste » islamique et les activités des mouvements séparatistes en exil. L'origine des tensions extrêmes mises en lumière par les récentes émeutes est cependant à rechercher ailleurs. Le gouvernement chinois s'attaque en réalité aux droits démocratiques, culturels et religieux, économiques et sociaux des Ouïgours. Ce sont ces droits qu'ils cherchent à défendre et que nous soutenons.

Liens Internet

Europe Solidaire : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?>

Hommes et libertés : Le numéro du juin 2008 comportait un intéressant dossier sur la Chine.
<http://www.ldh-france.org/H-L-numero-142,2491>

Globalization Monitor : Site où participe Au Loong Yu. Ils suivent des effets de la mondialisation sur la situation des migrants, des femmes, des travailleurs, etc. <http://www.globalmon.org.hk/en/>

China Labour Bulletin : Group de recherche basé à Hong Kong qui défend les droits des travailleurs dans la RPC.
<http://www.china-labour.org.hk/en/node/100001>

Economic Observer : (journal chinoise indépendant– Edition hebdomadaire en anglais)
http://www.eeo.com.cn/ens/finance_investment/2009/08/26/149371.shtml

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : diffusion-asie@npa2009.org
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil / Tél.: 01 48 70 42 30/
<http://www.npa2009.org/>